



HERTRICH VÉRONIQUE

Hertrich Véronique

Entre les attentes des enquêtés et la dette du chercheur, réflexions autour d'une démarche de restitution au Mali

Pour citer l'article

Hertrich Véronique, « Entre les attentes des enquêtés et la dette du chercheur, réflexions autour d'une démarche de restitution au Mali », dans *revue / Interrogations ?*, N°13. Le retour aux enquêtés, décembre 2011 [en ligne], <https://revue-interrogations.org/Entre-les-attentes-des-enquetes-et> (Consulté le 27 février 2024).

ISSN 1778-3747

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France](#).



Résumé

L'article s'appuie sur un suivi de population rurale au Mali pour discuter des objectifs et des enjeux, explicites ou non, associés à la restitution aux enquêtés. La restitution y est envisagée non seulement comme une transmission de connaissances mais aussi comme un moyen de gérer les décalages entre les attentes des enquêtés et les propositions des chercheurs, et finalement d'orienter la formulation de la demande sociale. La question de la communication au sein d'une population de culture orale y est traitée au travers des outils mobilisés pour transmettre de l'information (animation audiovisuelle en langue locale) et pour dégager un espace d'expression aux enquêtés (sketches villageois). Enfin, la répétition dans le temps de la restitution est abordée comme un facteur de dynamique et de consolidation des relations avec la population, permettant de construire un espace collectif autour de la recherche et d'y mettre en valeur une histoire et une culture communes.

Mots clés : restitution, éthique, audiovisuel, théâtre, Afrique.

Summary

Respondents' expectations and the researcher's debt : reflections on a feedback initiative in Mali

This article uses the example of a rural population follow-up survey in Mali to discuss the goals and challenges both explicit and implicit – of disseminating knowledge to respondents. Feedback is seen here not only as a means to transmit knowledge, but also as a tool for managing the gap between what respondents expect and what researchers are able to provide, and for guiding the expression of social demand. The question of communication in the context of a population with an oral culture is addressed via the methods used not only to transmit information (audiovisual shows in the local language) but also to give a voice to respondents (theatre sketches). As part of a long-term approach, the role of feedback and dialogue with the population extends beyond a question of ethics. They provide an opportunity to build a community of understanding around a research project and to highlight a common history and culture.

Key words : dissemination, ethics, theatre, audiovisual, Africa.

Introduction

Dans les enquêtes démographiques classiques, le chercheur est rarement amené à avoir des contacts directs avec les personnes interrogées. Taille et dispersion de l'échantillon, recours à des équipes d'enquêteurs, règles de confidentialité, passage unique... sont autant de facteurs qui font de l'enquêté un individu anonyme. Dans ces conditions, la restitution des résultats s'opère souvent de façon indirecte et standardisée en assurant la disponibilité d'informations sur des supports accessibles aux personnes intéressées : site web, supports de communication « grand public » (« 4 pages », reprises médiatiques,...).

Dans les sites de suivi démographique [1], la situation est toute autre : les individus sont interrogés à intervalles réguliers sur les événements (naissances, décès, mariages, migrations) survenus depuis le passage précédent et la base de données se constitue ainsi dans le temps long, en se focalisant sur des collectivités locales étudiées exhaustivement. Cette fois, l'enquêté n'est plus un anonyme mais un interlocuteur particulier qu'il s'agit de s'allier durablement. L'enjeu de la communication avec la population est alors non seulement éthique mais aussi scientifique car la validité de la démarche repose sur la continuité de la participation des enquêtés au fil des années. Il revêt, en outre, des contours particuliers quand la recherche porte sur une population de culture orale, peu familière avec le support écrit, comme souvent en Afrique subsaharienne.

Dans le cadre du suivi de population [2] que je pilote depuis une vingtaine d'années au sud-est du Mali, ces contraintes ont stimulé le développement d'opérations spécifiques de restitution et d'expression villageoise, notamment sous forme de montage audiovisuel et de sketches de théâtre. Cet article revient sur les conditions qui ont orienté la stratégie de restitution et sur la façon dont les relations aux enquêtés ont évolué au cours du temps. Ces relations sont abordées sous l'angle d'une confrontation problématique, entre des attentes et des

réponses, explicites ou non, qui sont apparues de part et d'autre. Je m'intéresserai notamment aux décalages qui ont émergé et aux façons dont ils ont été traités ou contournés.

Une population suivie depuis deux décennies

Le projet *Slam* (« Suivi longitudinal au Mali ») a démarré sous forme d'enquête rétrospective en 1987-89 et s'est développé sous forme prospective, avec une actualisation des données tous les 5 ans (1994-95, 1999-2000, 2004-05, 2009-10). Il couvre un ensemble de villages voisins, dans l'aire ethnique des Bwa, au sud-est du Mali, à 450 km environ de Bamako.

La population

Les villages sont homogènes du point de vue socio-économique et culturel, avec une économie dominée par l'agriculture vivrière. La population s'organise en lignages, avec une forte valorisation de la communauté villageoise. Elle est réputée pour son esprit d'indépendance [3], comme en témoignent, par exemple, son faible investissement [4], jusqu'aux années 1990, dans les programmes de développement socio-économique ou encore sa résistance à l'islam. Les années 1990 marquent à cet égard un tournant : démocratisation et politique de décentralisation ont ouvert la voie à un engagement nouveau des villages dans des projets de développement, en particulier en matière de scolarisation.

Ces traits de société reflètent aussi un mode de fonctionnement communautaire, où le jeu collectif tient une place importante : toute intervention donne lieu à présentation et discussion dans l'espace public villageois et ne saurait être adoptée sans consensus collectif préalable. La mise en œuvre d'une enquête n'échappe pas à la règle.

Le système de collecte

Le système d'observation [5] est structuré autour de deux principales enquêtes :

une « *enquête renouvelée* », réalisée à l'échelle de 7 villages (4200 résidents en 2009), qui consiste à suivre le devenir des individus au fil de recensements successifs. Chaque passage donne lieu à un nouveau recensement dont les données sont appariées avec celles des opérations antérieures puis à des entretiens auprès des familles pour recueillir les informations complémentaires ;

une « *enquête biographique* » qui approfondit l'observation dans 2 villages (1750 résidents) et collecte les itinéraires détaillés des individus depuis leur naissance (histoires matrimoniales, génésiques, migratoires et religieuses). La biographie est d'abord enregistrée sous forme rétrospective avec l'intéressé, puis actualisée lors des passages ultérieurs.

Différentes opérations annexes se greffent à ces deux grandes enquêtes, à titre systématique (relevés généalogiques) ou ponctuel (modules particuliers, entretiens qualitatifs...).

Les conditions matérielles des enquêtes

Des questions répétées à chaque passage. La méthode de collecte définit en soi des contraintes particulières pour la population, soumise à des questions identiques à chaque passage, d'où un risque de lassitude et d'incompréhension. Moins forte sur notre terrain que dans les sites de suivi classiques où les passages sont espacés d'au plus un an [6], la pression liée à la répétition des enquêtes doit cependant être reconnue comme un risque de désinvestissement qu'il s'agit d'anticiper. La qualité de l'enquête, en termes de complétude comme de validité et précision des données recueillies, est en effet dépendante du bon vouloir des enquêtés à accorder du temps, de l'attention et de la réflexion pour répondre aux questions. Porter cette adhésion est précisément l'un des enjeux de la démarche de restitution.

Une présence régulière sur le terrain. Dans le cadre du projet *Slam*, les conditions concrètes de la collecte sont une assise importante de la construction des relations avec la population. Ainsi les enquêtes donnent lieu à des présences longues sur le terrain (séjours totalisant 14 mois lors de l'enquête initiale, 3-4 mois lors des opérations quinquennales, auxquels s'ajoutent des passages intermédiaires plus courts), régulières (presque tous les ans), et structurées autour d'une équipe stable (2 chercheuses auxquelles se joignent 1 à 3 étudiants à chaque passage). À la différence d'une enquête démographique classique à grande échelle où le travail de

terrain est confié à des enquêteurs, il est ici intégré à l'activité scientifique : d'un côté, les chercheuses responsables sont sur place, participent à l'enquête et peuvent répondre « en direct » aux questions des populations ; de l'autre côté les étudiants/enquêteurs participent également aux phases ultérieures de traitement des données et ont ainsi un intérêt et une implication dans le projet qui dépassent le temps de la collecte. Enfin, pendant les périodes de collecte, la présence sur place est effective : l'équipe est installée dans les villages, travaille des interprètes locaux et se déplace en mobylette d'une localité à l'autre. Le temps passé sur place, la continuité de l'équipe et l'indivision des tâches recherche/enquête contribuent ainsi à tisser les relations avec les enquêtés et à inscrire la recherche dans une histoire particulière entre le chercheur et la population.

Les démarches de restitution et d'échange avec la population [7]

Les opérations de base

Dès le départ des démarches de retour aux enquêtés ont été inscrites de façon régulière dans le dispositif de collecte, mais sans faire l'objet d'un projet spécifique de restitution. Ainsi les réunions formelles organisées dans chaque village avant toute collecte permettent de présenter oralement le projet et de prendre en compte les questions des villageois. Par ailleurs des documents sont transmis aux villageois à titre collectif et à titre individuel. Outre les ouvrages issus de la recherche adressés à chaque localité, des données personnalisées sont remises dans les deux villages couverts par l'enquête biographique, sous la forme d'un arbre généalogique transmis à chaque représentant lignager, et de fiche biographique remise à chaque adulte enquêté. Peu accessibles à des interlocuteurs qui ne manient pas l'écrit, ces documents ont cependant l'avantage de fournir une dimension « palpable » à la recherche, et une forme de reconnaissance de la participation à l'enquête. Enfin la communication sur l'enquête auprès des médias et des acteurs locaux contribue aussi à sa valorisation auprès de la population enquêtée. Ainsi, bien que ciblées sur un public d'intellectuels, d'acteurs locaux et opérateurs de développement, les Journées « grand public » sur les questions de population au Mali [8] organisées en 2003 ont également bénéficié d'une visibilité auprès des villageois, d'une part sous la forme d'invitation de représentants villageois à la journée organisée dans la ville la plus proche des villages, et d'autre part par les retombées médiatiques de la manifestation (journal, radio, télévision). À prime abord extérieures aux préoccupations locales, ces opérations ont finalement une valeur symbolique appréciable, en termes de visibilité et de renommée, pour les villages qui y participent. Elles contribuent ainsi à alimenter un sentiment de fierté et à de revendication de l'enquête par les villageois

Restitution audiovisuelle et sketches villageois

Un projet spécifique de restitution a été mis en œuvre en 2003, avec deux objectifs : communiquer sous forme intelligible les résultats de nos travaux à la population étudiée et toucher le plus grand nombre. L'audiovisuel [9] s'est imposé rapidement comme un outil à privilégier, permettant à la fois d'échapper à la formalisation écrite et académique, d'offrir un mode de communication ludique et attractif, avec une grande liberté en matière conceptuelle et linguistique, et de se prêter à une diffusion auprès d'un public large et diversifié (tous âges). Au final, c'est un montage audiovisuel d'une demi-heure, en langue locale, alimenté d'images animées et réalisé avec le logiciel Powerpoint qui a été diffusé dans les villages.

La familiarité des villageois avec l'audiovisuel est récente et encore limitée. La première radio émettant en langue locale a été créée au milieu des années quatre-vingt-dix et aujourd'hui la plupart des familles sont équipées de radio. Les premiers postes de télévision sont apparus dans les années 2000 mais on en compte rarement plus d'un ou deux par village. Parfois utilisées par les ONG, les projections sur grand écran restent des manifestations rares dans les villages, à plus forte raison en langue locale, et la plupart des villageois n'en avait jamais connue. L'opération de restitution a donc correspondu à un moment attendu à la fois en raison du caractère ludique de la diffusion audiovisuelle et de la déclinaison locale du montage (langue locale, photos des villageois).

Le montage audiovisuel s'organise autour des principales thématiques couvertes par l'enquête mais intègre également une mise en perspective nationale et internationale pour répondre à la curiosité des villageois ainsi qu'une valorisation du processus d'enquête afin que les répondants puissent se reconnaître comme acteurs du projet. Diffusé en langue locale, ce montage est également disponible en ligne [10] en versions française et anglaise.

Conjointement à l'opération de restitution, il nous semblait important de dégager un espace d'expression pour la population. Là encore le mode ludique a été privilégié en proposant aux villageois de préparer, s'ils le souhaitent, des sketches sur certains des sujets abordés par l'enquête, comme la migration, le mariage, les relations entre conjoints... Les villageois se sont prêtés au jeu et chaque localité a développé ses représentations théâtrales, souvent élaborées, en choisissant des sujets se prêtant à un traitement parodique [11].

Finalement, dès 2003, restitution audiovisuelle et sketches villageois ont été menés de pair, sous forme d'une « soirée spectacle » dans chacune des dix localités (village ou hameau), avec une partie diurne pour le théâtre suivie d'une partie nocturne pour la diffusion sur grand écran de l'animation. Pour l'occasion, nous ressemblions à un cinéma ambulant nous déplaçant en voiture, équipées d'un groupe électrogène, d'un vidéo-projecteur, d'un ordinateur portable et d'un caméscope (pour filmer les sketches). Compte tenu du succès de ces soirées, vécues comme des événements festifs, le principe de la projection a été maintenu lors des passages ultérieurs, parfois sous la même forme « film et théâtre » (lors du lancement de la collecte 2009), soit sous une forme plus légère, avant tout distractive (lors de passages intermédiaires), avec la diffusion des vidéos des sketches villageois ou de diaporamas personnalisés de photos prises au village.

Quelles attentes ? Quelles réponses ?

En regard des démarches de restitution, encore peu développées [12] dans la plupart des sites de suivi démographique en Afrique, notre projet au Mali fait plutôt bonne figure, en termes de continuité, d'outils de communication ou encore d'espace d'expression dédié aux villageois. Pour autant peut-on dire que ces démarches ont été adoptées en réponse aux attentes des enquêtés ? Oui sans doute si l'on considère que les questions sur « le but du travail », fréquentes sur le terrain, témoignent d'une demande d'explication qu'il s'agissait de satisfaire. Mais si on prend en compte la nature des attentes des populations, ce « respect de la demande de la base » est bien moins évident. En effet, alors que la restitution transmet de l'information, les attentes des populations relèvent bien davantage de projet de développement local. À cet égard, la restitution ne correspond-elle pas davantage à une stratégie de contournement de la demande sociale ? Au final est-elle véritablement une opération au service des populations étudiées, ou plutôt un outil manipulé par le chercheur pour gérer sa dette et renégocier son contrat avec les enquêtés ?

Les attentes du chercheur, l'accord de la population

La construction d'une recherche en sciences sociales repose avant tout sur la demande du chercheur : l'objectif est une production scientifique dont le matériau de base, essentiellement les réponses collectées par l'enquête, dépend des connaissances des personnes interrogées et de leur disposition à les transmettre, plus ou moins complètement. À la différence des démarches d'intervention [13], ou de cas particuliers de plateformes de recherche intégrant une orientation de développement (« Community-based development ») [14], la population enquêtée n'est généralement pas sollicitée pour définir les orientations de la recherche. L'expression de ses attentes est donc à chercher sur des registres collatéraux : soit sur un mode formel (par exemple lors des réunions de présentation de l'enquête), soit de façon plus informelle (par exemple lors de veillées au village ou de prises à parti des enquêteurs). La confrontation du chercheur et de l'enquêté [15] met finalement en jeu deux types d'attentes de part et d'autre : les attentes qui portent sur l'autre (et sur ce que l'autre peut apporter) et celles qui portent sur soi (et sur ce que l'on est prêt à transmettre). Derrière ces attentes, c'est donc aussi la place dévolue à chacun (celle que l'on se donne et celle que l'autre nous reconnaît) qui est en négociation.

Au Mali, c'est lors des réunions préalables à chaque enquête, que les attentes du chercheur sont soumises à la population. Organisées à deux reprises dans chaque localité, elles visent à la fois à présenter, valider et organiser l'opération à venir. L'objectif de production de connaissances (« *comprendre comment le village change : sa population, la façon dont on y vit...* ») participant d'un ensemble plus large (« *de telles recherches sont menées dans différentes régions du monde* »), y est mis en avant. L'organisation de la collecte y est présentée en articulation avec les résultats attendus (« *pour comprendre comment la population change, on pose des questions sur ce qui la fait augmenter – les naissances et les immigrations – et sur ce qui la fait diminuer – les décès et les émigrations* ») et de manière plus concrète, en présentant les intervenants (chercheurs-enquêteurs, traducteurs) et en décidant ensemble du début de l'enquête. La demande vis-à-vis de la population est celle d'un accord à participer, à la fois individuel et collectif : il faut non seulement que les personnes soient disposées à nous répondre, mais encore que le taux de réponse soit élevé sans quoi la

démarche prospective perd son intérêt. Cette demande est posée sur un mode quasi-inconditionnel, les seuls retours proposés étant des produits d'enquête (fiches biographiques, généalogies...). Ces réunions correspondent à un moment important car elles matérialisent le dialogue et le consentement [16]. L'acceptation officielle par le collectif villageois donne visibilité et légitimité à l'enquête ; elle définit aussi notre place au village et nous donne un droit de circulation et de prises de contact personnalisées permettant de déroger au protocole qui encadre les déplacements d'un étranger dans le village.

Cet accord, demandé de manière officielle lors de l'enquête initiale, puis à chaque nouveau passage, n'est pas qu'une simple formalité. Ainsi un village d'abord réticent a rejoint l'enquête après en avoir débattu en interne. À l'opposé, l'enquête a été interrompue en 1999 dans un village ne souhaitant plus participer à l'enquête sans contrepartie matérielle. Des refus d'enquête ont eu lieu lors de certains passages ultérieurs, mais exception faite du village qui s'est retiré, ils n'ont jamais atteint 5%.

Les attentes de la population : les dits et les non-dits

Si les villageois acceptent la demande du chercheur, cela ne signifie pas qu'ils ne projettent pas d'attentes sur lui [17], qu'il s'agisse d'attentes matérielles et d'attentes plus symboliques, notamment en termes de reconnaissance ou de distinction.

Attentes matérielles. L'idée que « cela pourrait rapporter quelque chose » est présente à l'esprit de tous, même si elle n'est pas toujours exprimée. Différents facteurs jouent en ce sens. En premier lieu, citons les représentations qui accompagnent la figure du « Blanc » et de « l'intellectuel ». L'organisation d'une réunion au village par un intervenant extérieur s'inscrit généralement dans un programme d'interventions, qu'il relève d'instances publiques maliennes (techniques de culture, interventions sanitaires, scolaires...) ou d'ONG. Cette idée est renforcée quand il s'agit d'un Occidental : dans cette zone rurale reculée, le passage d'un « Blanc » est rare et ceux qui sont « visibles » dans les villes les plus proches sont soit des représentants d'ONG, soit des représentants religieux (« Pères blancs » ou Évangélistes américains), également investis dans des opérations de développement. Être en mesure de vivre sans travailler la terre est par ailleurs considéré comme un signe évident de richesse dans un milieu où l'économie est basée sur une agriculture d'autosubsistance et où la circulation monétaire reste faible. Enfin la recherche a débuté dans un village où il existait un précédent en termes d'aide au développement de la part de chercheurs français. Il était donc logique que ma démarche soit perçue dans la continuité.

Attentes symboliques. Si la demande exprimée porte surtout sur des interventions de développement socio-économique, d'autres attentes moins explicites peuvent être identifiées. L'une d'elles porte sur la renommée dont le village peut se prévaloir par son implication dans l'enquête. L'enjeu est ici de se positionner dans l'espace local et d'utiliser l'affichage de l'enquête (et la présence occidentale) comme un signe de distinction. Pour les villages participant à l'enquête, l'effort de différenciation se joue entre eux, par l'intermédiaire des signes de visibilité de la présence de l'équipe sur le terrain. Ainsi les encouragements à construire une maison qui me serait propre, ou même de faire cultiver un champ personnel, reviennent régulièrement. Parfois la formulation montre bien que le jeu social peut l'emporter sur les attentes explicites d'investissement matériel. Je citerai une réunion, où on m'a dit en substance qu'à défaut d'un investissement pour le village, la présence d'une maison « en dur » permettrait de montrer aux visiteurs de passage que les Françaises y avaient leur pied-à-terre. Dans le même registre, des villageois ont exprimé leur préoccupation de se sentir dépréciés ou moqués par des villages voisins qui demandent à quoi leur sert la présence des Blanches...

Assumer les décalages

S'il y a consensus sur la place des villageois dans le dispositif de collecte, en revanche un décalage existe bel et bien en ce qui concerne la place et la contribution du chercheur. Si ce dernier revendique une position d'observateur, la demande des enquêtés est au contraire qu'il s'en éloigne pour se positionner en acteur dans la collectivité, en y engageant des actions de développement ou, au moins, en fournissant des signes extérieurs susceptibles de matérialiser son ancrage sur place. Comment gérer ce décalage ? Faut-il s'accorder à la demande de la population et, dans ce cas, quelle est la légitimité du chercheur dans ces différentes activités ? Faut-il au contraire y résister et, dans ce cas, quels moyens utiliser pour construire la relation avec la population et assurer la pérennité des enquêtes ? Jusqu'à une date récente (voir plus loin) notre ligne directrice a été de ne pas porter d'actions de développement dans les villages étudiés. D'une part, une intervention supposait, tôt ou tard, de prendre parti sur les choix villageois, les modes de gestion, ce qui paraissait difficilement conciliable avec la neutralité d'une position d'observation. Cela à plus forte raison dans des

villages qui se sont inégalement investis dans des projets de développement et avec des succès variables : se positionner du côté du « progrès » peut dès lors être considéré en soi comme une posture idéologique [18]. D'autre part, ce rôle impliquait la construction d'une relation inégalitaire avec nos interlocuteurs, inversant les positions en termes de transmission de connaissances : alors que nous venions pour « apprendre », la tentative des villageois fut bien souvent d'inverser le rapport de dépendance et de nous mettre en position de « tuteur » [19]. Enfin, il semblait évident que nous n'avions pas les ressources (compétences, moyens, disponibilités) pour mener à bien une opération de développement, dès lors qu'on échappait à la naïveté de croire que la composante financière était la principale condition de son succès. Ainsi répondre positivement à une demande d'aide aurait été pour nous une forme, non pas de respect, mais au contraire de facilité et d'instrumentalisation [20]. En effet il faut reconnaître que fournir un soutien visible à intervalle régulier (financer une pompe à eau, un moulin à grain...) aurait sans doute été la plus facile des solutions, mais aussi la moins satisfaisante du point de vue éthique dans la construction d'une relation responsable avec nos interlocuteurs [21]. Nous avons pu tant bien que mal tenir cette ligne directrice jusqu'en 2009 [22].

Finalement, à quoi sert la restitution ?

Alors que notre posture était clairement de nous démarquer du rôle d'opérateur de développement qu'on souhaitait nous voir tenir, ne proposer aucun retour aurait également été inacceptable. Si nous mettions en avant l'intégrité de notre démarche, celle-ci avait tout à gagner d'une mise en perspective adaptée à la population. On nous demandait à quoi servait notre recherche ? Il fallait que nous en donnions des résultats visibles et compréhensibles. On nous demandait des marques de reconnaissance ? Il fallait que nous trouvions des modes d'expression qui valorisent la participation des villageois. En d'autres termes, il ne s'agissait pas de faire la sourde oreille aux demandes de nos interlocuteurs mais de revendiquer et d'explicitier une place différente de celle que l'on voulait nous assigner. Les villageois cherchaient à nous tirer sur leur propre terrain, nous voulions les amener sur le nôtre...

Donner des formes concrètes et visibles aux résultats la recherche

La *transmission de documents personnalisés* issus de l'enquête a été mise en place dès le début du projet, pour fournir un retour concret aux enquêtés. S'il peut paraître bien artificiel, sachant la population analphabète à laquelle il s'adresse, ce mode de restitution a cependant tenu une vraie place dans la construction de la relation d'enquête. D'une part ces documents biographiques et généalogiques matérialisent effectivement la transmission de connaissances (une restitution au premier sens du terme) tout en contribuant à la valorisation des déclarations (le document écrit en signifiant la « valeur ») et de l'interlocuteur (une fiche biographique étant donnée à chaque adulte, indépendamment des attributs statutaires du sexe et de l'âge). Dans ce cadre, la rareté des documents écrits est un facteur de leur valorisation, même si leur destinataire n'est pas à même de les lire. D'autre part ces documents papier contribuent aussi, sur la durée, à la mise en évidence de l'intérêt d'un enregistrement des connaissances. Cela est particulièrement vrai des généalogies, quand les individus se rendent compte que leur connaissance est bien plus limitée que celle qui a pu être réunie par le projet, lors d'entretiens avec des aînés aujourd'hui décédés. À cet égard, ils montrent que la recherche peut contribuer à la transmission intergénérationnelle au sein des familles. De nombreux individus conservent ces papiers et des demandes s'expriment aujourd'hui pour disposer de versions actualisées des documents généalogiques et biographiques, ou encore pour que de tels relevés soient réalisés dans les villages concernés par la seule enquête renouvelée. Le *montage audiovisuel*, spécialement conçu pour la restitution auprès de cette population, a correspondu à un tournant dans nos démarches. D'un côté, il a objectivement (par le temps et les moyens déployés) amené la question de la restitution au centre de nos préoccupations puis, à plus long terme, à lui reconnaître une place à part entière dans le dispositif de recherche. De l'autre il a conduit à « inviter » les enquêtés sur « notre terrain », en leur soumettant les résultats tels qu'ils s'inscrivent dans nos travaux, mais dans des formes adaptées au public qu'ils représentent. L'opération a ainsi consisté à recadrer les échanges avec la population en les inscrivant dans un espace dédié à la recherche.

L'intérêt d'une restitution est-il d'abord de transmettre des connaissances ?

Dans son acceptation classique, une restitution a d'abord pour objectif de transmettre des connaissances, et éventuellement de bénéficier de retours de la part des destinataires, susceptibles de servir de validation à l'enquête ou de dégager de nouvelles pistes de recherche [23]. Notre montage audiovisuel a été conçu dans cette perspective, avec des efforts particuliers accordés à la forme, pour que l'information communiquée, soit non seulement « intéressante » (questions posées) mais aussi accessible (langue, images) et attractive (animation, photos, musique). Cet objectif de vulgarisation scientifique a-t-il été atteint ? J'apporterai une réponse nuancée et argumenterai, par la-même, que la transmission de connaissances n'est qu'une dimension

parmi d'autres, et peut-être pas la plus importante, des retombées de l'opération de restitution. L'accueil que les villageois ont réservé à la diffusion audio-visuelle témoigne en soi de la « valeur » qu'ils ont accordée à l'opération : présence nombreuse et diversifiée (des deux sexes, tous âges), demande d'une répétition « en boucle » de la projection, attention et applaudissements... Les excellentes conditions de l'enquête en 2004 et les commentaires entendus ici et là (« *maintenant on comprend à quoi cela sert* ») suggèrent que la restitution a contribué à sensibiliser les villageois aux questions de la recherche et à renouveler leur confiance dans l'enquête. Cependant les villageois ne se sont pas exprimés sur les informations transmises ; la projection n'a pas suscité de débat pour préciser, contester ou discuter les résultats présentés, ni de questions ou de commentaires sur le fond. *A posteriori*, ce décalage n'a rien d'étonnant : les villageois sont venus à la soirée pour se distraire et il n'y avait pas de raison *a priori* pour qu'ils mobilisent réflexion et prise de parole sur des questions venues du chercheur. Si le retour d'information à l'enquêté peut être abordé comme un devoir de la part du chercheur, sans doute faut-il aussi considérer comme un droit pour l'enquêté de la recevoir à sa façon ! Mais faut-il renoncer alors à l'idée que la population puisse s'approprier, c'est-à-dire reprendre et utiliser pour son propre compte, les résultats de l'enquête ? Une dimension supplémentaire mérite d'être prise en considération : celle du temps. La population peut recevoir de façon passive la restitution, et développer par la suite une réflexion et une demande propres. L'un des apports de notre démarche de restitution a précisément été de créer un espace collectif autour de l'enquête.

Construire la relation, écrire une histoire commune

L'opération de restitution présente différentes caractéristiques qui lui donnent un statut à part, distinct de l'enquête. En premier lieu, elle correspond à un temps dissocié de la production des données ; elle ne répond à d'exigence autre que celle de mettre de l'information et, par là même de se mettre soi-même, à disposition des enquêtés. Cette disponibilité contribue également à dégager un temps de vacuité où, potentiellement, des questions peuvent être posées, des propos peuvent être exprimés. Enfin elle offre un espace de rencontre accessible au plus grand nombre. À la différence des réunions de village qui, souvent, ne réunissent que des hommes, les soirées de restitution attirent les femmes et les enfants ; elles s'en distinguent aussi par leur dimension informelle portée par la nature distractive des animations. Cet « aparté » qu'offrent les soirées de restitution a son importance, par delà le contenu des informations qui y sont échangées, parce qu'il donne une visibilité aux relations qui se sont construites entre les villageois et les chercheurs. Il permet ainsi de valoriser la participation des villageois à la recherche et, plus largement, la qualité des échanges qui se sont développés, ne serait-ce qu'au travers du plaisir de s'y retrouver. De plus, le fait que la scène soit occupée successivement par des productions des villageois (les sketches de théâtre) et des chercheurs (les montages audiovisuels) en manifeste bien la dimension collective et partagée. Quand l'expérience se renouvelle dans le temps, cet espace devient un support pour construire une dynamique d'échanges dans la durée et pour *développer une histoire et une culture communes*. En dehors des opérations « théâtre + animation audiovisuelle », réalisées en 2003 et en 2009, nous avons ainsi organisé, lors de passages intermédiaires, d'autres soirées de projection, soit avec les vidéos des sketches enregistrés la fois précédente, soit avec des diaporamas de photos du village ou encore de notre propre environnement. L'objectif « pédagogique » devient alors secondaire, l'important étant d'alimenter un espace partagé et de veiller à ce qu'il perdure. Entretenir, dans la durée, cette dynamique collective est aussi une façon de dégager un espace où pourront s'exprimer, le moment venu, des attentes, des avis, des questions... susceptibles d'émerger ultérieurement. Il s'agit donc bien de reconnaître que les interactions et les attentes villageoises peuvent évoluer avec le temps. Une telle progression des échanges a eu lieu ces dernières années, portée d'une part par les animations précédentes et d'autre part par une évolution du contexte marqué par un engagement croissant des villageois dans des dynamiques de développement local. Ainsi, des demandes commencent à s'exprimer pour disposer de résultats statistiques issus du projet pour des opérations villageoises ou, plus largement, pour s'approprier des connaissances sur leur localité. La conjoncture de décentralisation et de développement local contribue au développement d'une dynamique de réflexion à l'échelle villageoise, à la circulation d'informations issues de différentes sources et à l'émergence d'une demande explicite de résultats pouvant servir les projets propres au village. Par exemple, recevoir des données chiffrées sur l'effectif de la population du village, son évolution, les grandes catégories d'âge est une demande qui a été exprimée dans plusieurs villages et qui vient motiver la réalisation de supports supplémentaires de restitution. L'évolution du regard porté par les villageois sur la recherche et du contexte de développement local nous a finalement amenés, récemment, à reconsidérer notre position à l'égard des interventions villageoises. D'un côté nous avons le sentiment que notre statut de chercheur est désormais reconnu, dès lors qu'on sollicite des retours issus de la recherche. De l'autre, l'engagement des villages dans les opérations de développement est aujourd'hui explicite et assumé. Depuis les années quatre-vingt-dix, avec la démocratisation du pays et le développement des politiques de décentralisation, l'investissement des populations dans les projets locaux est monté en puissance. La scolarisation en est une bonne illustration : restée marginale quand l'école était assurée par les seules structures publiques, elle s'est

considérablement développée avec l'ouverture des écoles communautaires de village, reposant pourtant sur le financement des villageois. La dynamique étant engagée par les acteurs villageois et reposant sur des orientations prises indépendamment de notre présence, une réponse positive à la demande d'appui de la part des collectivités nous a semblé cohérente, en accord avec la reconnaissance des acteurs locaux. Nous avons ainsi lancé en 2010 une association destinée à apporter son appui aux initiatives locales, en considérant que le risque de confusion pouvait aujourd'hui être contrôlé.

Conclusion

Du point de vue éthique, on pourrait considérer qu'il fait partie des devoirs du chercheur d'informer la population enquêtée des résultats de sa recherche, dans un format accessible et compréhensible. Cette exigence est plus forte encore quand l'enquête sollicite les mêmes interlocuteurs à intervalles réguliers, du point de vue éthique mais aussi scientifique car la validité de la recherche dépend de l'adhésion des enquêtés. Pour autant, la transmission de résultats répond-elle véritablement à une attente des enquêtés ? En s'appuyant sur l'expérience menée dans le cadre d'un suivi de population au Mali, on a pu constater que le décalage entre les démarches de restitution du chercheur et la demande locale peut être important. Dans ce cas, derrière l'objectif affiché de transmission de connaissances, le retour aux enquêtés vise aussi à recentrer les échanges avec la population sur les objectifs de la recherche et à orienter la demande sociale et les attentes vis-à-vis du chercheur. Plus largement, la restitution peut servir à construire un espace de dialogue qui permet d'inscrire la relation entre les enquêtés et les chercheurs dans la durée. Ce souci de réciprocité a été pris en compte dans la construction de l'expérience de restitution développée au Mali, en conjuguant la réalisation de sketches villageois à la diffusion d'une animation audiovisuelle en langue locale, et en passant d'un événement ponctuel à une expérience plusieurs fois renouvelée. L'un des principaux apports de la démarche a été la construction d'un espace collectif, permettant d'alimenter les échanges au cours du temps, de faire émerger de nouvelles attentes de la part des enquêtés, et finalement de construire une histoire et une culture communes autour de la recherche.

L'auteur

Chercheure à l'INED

Notes

[1] Ce mode de collecte a connu un essor important depuis la fin des années 1980 dans les pays du sud, et particulièrement en Afrique subsaharienne, en réponse aux carences des systèmes statistiques classiques. Pour plus d'information sur la méthode et les sites existants voir G. Pison, « Les observatoires de population : un outil pour l'étude des changements démographiques et sanitaires dans les pays du sud », in *Démographie : analyse et synthèse. Vol. 8. Observation, méthodes auxiliaires, enseignement et recherche*, G. Caselli, J. Vallin et G. Wunsch (dir.), Paris, Ined, 2006, p. 125-150, et <http://www.indepth-network.org/>.

[2] Le projet Slam (Suivi longitudinal au Mali) est une recherche de l'Ined. Les points de vue défendus dans cet article n'engagent que moi. Ils ont cependant été alimentés très largement par les échanges et discussions avec mes collègues, et tout particulièrement Marie Lesclingand qui partage avec moi un investissement de longue date sur ce terrain. Les activités de restitution évoquées relèvent d'un travail d'équipe qui a associé Marie Lesclingand (conception et réalisation de l'animation audiovisuelle), Pierre Diarra, Alexis Dembelé et Abednego Kamaté (traduction en langue locale), Martine Quaglia, Aurélien Dasré et Honoré Dackouo (organisation sur place de la restitution et enregistrement des sketches villageois) et Amandine Stephan (traitement des vidéos des sketches).

[3] J. Capron, *Communautés villageoises bwa. Mali - Haute Volta*, Paris, Museum National d'Histoire Naturelle, 1973 ; J. Capron, *Introduction à l'étude d'une société villageoise. 1955-1968*, Tours, Mémoire du Laboratoire d'anthropologie et de sociologie n° II, Université François-Rabelais de Tours, 1988.

[4] J.T. Diarra, *États, Églises et sociétés. Les Buwa, les mécanismes oubliés d'une marginalisation*, Bamako, Edim-sa, 2007.

[5] Pour une présentation plus détaillée du système de collecte, voir V. Hertrich, *Permanences et changements de l'Afrique rurale : dynamiques familiales chez les Bwa du Mali*, Paris, Ceped, Les Études du Ceped n°14, 1996. (http://ceped.org/cdrom/integral_pub...)

- [6] N. Mondain et al, « Exploring respondents understanding and perceptions of demographic surveillance systems in Western Africa : methodological and ethical issues », *African Population Studies*, 24(3), 2010, p. 149-165 ; N. Mondain et E. Bologo, « L'intentionnalité du chercheur dans ses pratiques de production de connaissances : les enjeux soulevés par la construction des données en démographie et santé en Afrique », *Cahiers de recherche sociologique* n°48, 2009, p. 175-218.
- [7] Pour une présentation plus détaillée des opérations de restitution (y compris les choix méthodologiques) et un accès en ligne aux matériaux audiovisuels, voir V. Hertrich, M. Lesclingand, M. Quaglia et A. Stephan, « Constructing a survey over time : audio-visual feedback and theatre sketches in rural Mali », *Demographic Research*, vol. 25, n°22, 2011, p. 695-722 (<http://www.demographic-research.org...> ; doi:10.4054/DemRes.2011.25.22)
- [8] Ces journées organisées dans le cadre d'un partenariat entre l'Ined et différents instituts de recherche maliens (CNRST, DNSI, CERPOD, ENSUP) se sont tenues les 6 et 7 janvier 2003 à Bamako et le 9 janvier à San (ville proche de la zone d'enquête). Elles ont donné lieu à un ouvrage, publié avec l'appui de l'UNFPA-Mali, disponible en ligne. V. Hertrich et S. Keita (dir), *Questions de population au Mali*, Bamako (Mali), Le Figuier, UNFPA-Mali, 2003. (http://questions_population_mali.si...)
- [9] La représentation théâtrale, signalée dans la restitution de programmes de santé (Cf. MacLeod et al, « Feedback of Research Results : Reflections from a Community-Based Mental Health Program. » *South African Journal of Psychology*, 28(4), 1998, p. 215-221 ; Stuttaford et al. « Use of applied theatre in health research dissemination and data validation : a pilot study from South Africa », *Health*, 10(1), 2006, p. 31-45), semblait plus difficile à utiliser pour des résultats démographiques et aurait exigé une mobilisation logistique plus importante.
- [10] Le montage audio-visuel est disponible sur cédé en version trilingue (Lesclingand et Hertrich, *Quand la population change... Restitution d'une recherche au Mali / When the Population is Changing. A Presentation of Research Findings in Mali*, Paris, Ined, 2007). Les versions française et anglaise sont également téléchargeable en ligne (V. Hertrich et al., 2011, op. cit. doi:10.4054/DemRes.2011.25.22)
- [11] La vidéo sous-titrée d'un sketch villageois est disponible pour téléchargement en (V. Hertrich et al., 2011, op. cit. ; doi:10.4054/DemRes.2011.25.22)
- [12] Voir N. Mondain et al. 2010, *op. cit.* ; N. Mondain et E. Bogolo, 2009, *op. cit.* ; S. Madhavan et al. « The implications of long term community involvement for the production and circulation of population knowledge », *Demographic Research*, Vol. 17, 2007, p. 369-388.
- [13] B. Bergier, *Repères pour une restitution des résultats de la recherche en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- [14] S. Madhavan et al, 2007, *op. cit.*
- [15] Par commodité, je parle au singulier du chercheur et de l'enquêté (ou de la population enquêtée) mais il est bien sûr simpliste de considérer qu'il n'y a qu'une position unique de part et d'autre. Cf par exemple D. Fassin « Répondre de sa recherche. L'anthropologue face à ses 'autres' », in *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Fassin Didier et Alban Bensa (dir.), Paris, La Découverte, 2008, p. 299-322.
- [16] Le consentement porte aussi sur le contenu de l'enquête. Il est rare que les villageois émettent des réticences sur certaines questions, à l'exception de celles relatives à la sexualité posées dans des entretiens qualitatifs et à propos desquelles une opposition a pu s'exprimer lors de réunions collectives
- [17] J-P. Olivier de Sardan, « Sociétés et développement », in *Sociétés, développement et santé*, D Fassin et Y. Jaffré (dir.), Paris, Ellipses, Aupelf, 1990, p. 28-37 ; B. Bergier, 2000, *op. cit.* ; D. Fassin et A. Bensa, 2008, *op. cit.*
- [18] La situation est différente si le développement socio-économique est bien engagé (scolarisation, santé...), ancien et avéré : dans ce cas on peut considérer que des choix collectifs ont été faits et sont assumés par la population. Tel n'était pas le cas de la zone étudiée, mais l'évolution récente va dans ce sens.
- [19] L'invitation au paternalisme est explicite dans certains propos imagés, comme celui-ci : « nous avons besoin d'aide pour avancer, pour qu'un enfant puisse grandir et marcher, il faut qu'on lui donne la main ».
- [20] Elle peut aussi être considérée comme un manque de reconnaissance à l'égard des associations sur place qui œuvrent au quotidien pour la mise en œuvre de projets durables et assumés par les intéressés.
- [21] À cet égard la mise en place d'un système de « rémunération individuelle » (par exemple d'un montant équivalant à une journée ou à une demi-journée de travail au village) pour les personnes interrogées m'aurait semblé éthiquement plus acceptable qu'une intervention au titre d'un projet de développement villageois. Cette possibilité a été envisagée un temps mais rapidement évacuée, pour deux raisons : d'une part elle instituait une relation « commerciale » avec nos interlocuteurs, dont nous avons du mal à évaluer les répercussions tout en sentant qu'elle serait irréversible ; d'autre

part elle a unanimement été désapprouvée par les collègues maliens car considérée comme un précédent qui compromettrait de futures enquêtes.

[22] En 20 ans, nous avons organisé deux opérations ponctuelles en articulation avec notre recherche, l'une au début des années 1990, sous la forme d'un appui à la formation d'agents de santé villageois, l'autre en 2003 sous la forme d'une aide alimentaire d'urgence pour faire face à une crise alimentaire importante. De façon indirecte, d'autres démarches ont cependant pu bénéficier d'un appui de notre part : ainsi nous avons remis à plusieurs reprises une contribution financière pour l'organisation d'une fête par village, laissant aux communautés la latitude de l'utiliser à d'autres fins selon leur préférence (ce qui fut le cas pour certaines d'entre eux).

[23] F. Zonabend, « De l'objet et de sa restitution en anthropologie », *Gradhiva*, n° 16, 1994, p. 3-14. ; Bergier, 2000, *op. cit.* ; Fassin et Bensa, 2008, *op. cit.*